

2025

Réhabilitation des instituts de Formation GCS IFSI-IFAS de BERCK SUR MER. LOT 03 ASCENSEUR.

Dossier Projet Version 01.





**GCS de formation en santé
IFSI - IFAS
4 rue de l'ancien calvaire
62600 BERCK-SUR-MER**

Réhabilitation du GCS-l'IFSI-IFAS de Berck/mer. Lot 03 ASCENSEUR.

MAITRE D'OUVRAGE

**GCS de formation en santé
IFSI - IFAS
4 rue de l'ancien calvaire
62600 BERCK-SUR-MER**

MAITRISE D'ŒUVRE & COORDINATION SSI B.E.T IDEA

**58 chemin de l'arrochelle
62600 GROFFLIERS
☎ : 06.63.14.57.20
Courriel : bet-idea@sfr.fr**

BUREAU DE CONTROLE

**Bureau APAVE
84 rue de Haguenau
62102 CALAIS
☎ : 03.21.46.09.53**

Coordonnateur CSPS

**Artois Coordination Sécurité
163 rue Pasteur
62400 BÉTHUNE
☎ : 03.21.68.85.87**

NOTE IMPORTANTE AUX SOUMISSIONNAIRES

Du fait de l'existence du site et des lieux, les entreprises doivent impérativement s'assurer qu'elles pourront mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires au parfait achèvement des travaux dans le délai du planning de chantier (notamment en personnel).

Des réunions de coordination préalables au démarrage du chantier seront organisées afin de planifier précisément les tâches de l'entreprise ainsi que les interactions avec le fonctionnement du site, l'entreprise étant amenée à travailler dans un temps et sur un espace restreint.

La présence de l'entreprise à ces réunions est primordiale et obligatoire pour la bonne réalisation du chantier.

Toute coupure des réseaux fera l'objet d'une demande obligatoire auprès du maître d'ouvrage, des utilisateurs et du maître d'œuvre.

L'ensemble des entreprises répondant au présent dossier doit effectuer un état des lieux afin qu'elles se rendent compte sur place de l'étendue des travaux, de la complexité des installations des moyens d'accès et de livraison et d'évacuation (attestation de visite obligatoire en fin de CCTP à fournir avec la remise de l'offre).

Visite : visite commune des lieux suivant les dates indiquées au règlement de consultation.

L'attestation de visite est jointe en annexe du présent CCTP (attestation à pré remplir par l'entreprise).

Tous les travaux de dégradations résultant du chantier seront remplacés immédiatement et à l'identique, à charge du présent lot (un constat des lieux sera réalisé avant le début des travaux et après l'exécution des travaux avec l'ensemble des intervenants).

La spécificité de l'établissement imposera un planning de réalisation des travaux générant du bruit.

AMIANTE :

Le titulaire du présent lot est tenu de tenir compte de l'ensemble des informations et conclusion inscrit au titre du dossier technique amiante joint au présent document.

IMPORTANT :

Plusieurs réseaux desservant les autres niveaux et locaux des bâtiments transitent ou prennent source sur la zone de chantier.

Le maintien et la protection en place de ses réseaux devra être maintenu sans coupure durant toute la phase de démolition-travaux-réception.

A charge du titulaire du présent lot de prévoir les moyens appropriés de balisage et de protection.

BC & CSPS : Les entreprises soumissionnant au présent projet devront chiffrer, lever et tenir compte des remarques du RICT et du PGC.

Economies d'Énergies

Le Maître d'ouvrage souhaite valoriser son investissement au titre des économies d'énergies pour les prestations du présent lot.

Certificats et agrément de l'entreprise pour les CEE

A ce titre, l'entreprise adjudicatrice du présent lot aura pour obligation de chiffrer et d'installer des matériaux éligibles aux certificats d'économies d'énergies (isolation, menuiseries, éclairages, etc...).

L'entreprise fournira avec son offre la copie des fiches techniques, certificats ACERMI ou CSTB conformément à la fiche standardisée réglementaire ;

Quantitatif (.....m²,unités, etc.....) ;

Allotissement et synthèse

Lot 01 Gros œuvre étendu :

Désamiantage dito Diag amiante avant travaux.

Echafaudage et ITE (échafaudage mutualisé pour le désamiantage, l'ITE et la couverture)

Démolitions, ouvertures, bouchements et reprises des structures diverses

Auvent vélos

Carrelage et faïence

Nettoyage

Finitions

Etc...

Menuiseries extérieures (châssis, portes)

Menuiseries intérieures (placards, portes, stores, etc...)

Reprise des CF

Plâtrerie

Faux plafond

Plans pour mobiliers tables de dessertes en salle étudiants

Finitions

Etc...

Couverture étanchéité

Contrôle et renforcement des existants

Nettoyage et traitement des mousses et divers

Remplacement des étanchéités des toitures terrasses y compris isolation

Finitions

Etc...

Peinture et sol souple

Sol souple suivant locaux

Peinture suite travaux

Finitions

Etc...

Lot 02 Fluides (électricité, SSI, chauffage/plomberie/sanitaire/ventilation) :

Travaux de déplacement et dévoiement
Travaux de ventilation dans les locaux le permettant
Plomberie sanitaire
Chauffage
Electricité courants fort/faible
SSI
Finitions
Etc...

Lot 03 Ascenseur :

Dépose de l'existant
Création d'un nouvel ascenseur
Finitions
Etc...

Organisation des réunions de chantier (présence obligatoire des entreprises)

Les réunions de chantier seront programmées durant toute la durée des travaux une fois par semaine avec le cas échéant d'autres réunions suivant l'avancement du chantier.

Une réunion financière (facturation des entreprises) sera programmée chaque dernier réunion du mois.

La synthèse des plans d'exécution sera pilotée par le maître d'œuvre en relation avec les entreprises à réception de l'ensemble des plans et dossiers d'exécution des entreprises.

Des réunions spécifiques de synthèse techniques (passages des réseaux, interactions, planification des coupures, etc...) seront planifiées durant toute la durée du chantier.

Prorata

L'entreprise de gros œuvre étendu aura à charge la gestion du compte prorata de chantier.

A ce titre elle répartira les frais de nettoyage, consommation des fluides équitablement à l'ensemble des corps d'état.

Note commune à chaque CCTP**I - GENERALITES**

Heure des travaux sur site de 8H00 à 17H00.
Bruit à programmer suivant les phases d'examens de l'IFSI/IFAS.
Nettoyage du chantier de 17H00 à 18H00.

La réalisation et le phasage des travaux seront menés de manière à minimiser au maximum l'impact des travaux sur l'activité de l'établissement et la gêne des usagés.

Les accès au chantier se feront via un cheminement identifié.
Les déchets seront filmés ou évacués dans des poubelles fermées hermétiquement afin d'éviter toutes propagations de poussière sur le site.

Il sera prévu les mesures de confinement adaptées à la nature et la durée de chaque phase.

Le chantier sera conduit dans le but :

- de réduire autant que possible les bruits, les poussières, les trafics lourds et les nuisances de toutes sortes,
- de maintenir efficacement close l'emprise des travaux,
- d'isoler les accès aux chantier
- de permettre le maintien de l'activité, l'alimentation en fluides et énergies, les accès piétons,
- d'assurer la sécurité des personnes et le passage des véhicules de secours,

Les méthodes à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs sont les suivantes :

La spécificité de l'établissement imposera un planning de réalisation des prestations générant du bruit.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entrepreneur, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

1.01 - Fermeture hermétique des zones de travaux.

Pour les séparations entre les zones de travaux intérieurs, il sera créé un cloisonnement en dur par la fermeture des zones de chantier par des cloisons rigides type placo ou équivalent (une peau visée à recouvrement de 10 cm sur un cadre en bois fixé à la structure existante compris dépose et reprise en fin de chantier)

Calfeutrement complet de la zone des travaux par des barrières imperméables :

- Jonction des huisseries ouvrantes et dormantes
- Bouches d'entrée d'air des châssis
- Traversées des cloisons : chemin de câbles, tuyaux...
- Gaines de ventilation et d'extraction
- Etc...

A l'intérieur des zones de chantier, installations de bâches plastiques type polyane à jonctions des lès par double face, pose sur un encadrement rigide.

1.02 - Limitation des émissions de poussières.

Utilisation de machines équipées d'aspirateurs (perceuses, tronçonneuses, ponceuses...) Les matériels et mobiliers déplacés seront correctement bâchés afin d'éviter toutes intrusions de poussières (bâchage avant dépose et enlèvement après la pose et avant le nettoyage).

Pour les percements des planchers, l'accès sera cantonné par un SAS réalisé sur une structure bois mobile en polyane créant un couloir d'accès protégé aux percements.

Cette protection permettra de cantonner la zone d'intervention.

Important : les accès aux issues de secours du site ne seront ni encombrés ni entravées avec le maintien des UP d'évacuations.

1.03 - Captation des poussières au plus près de la source d'émission.

Arrosage des gravats à l'aide d'une pulvérisation eau + eau de javel au fur et à mesure des déposes et démolitions,

Nettoyage régulier de la zone des travaux avec un balayage humide (pour éviter remise en suspension et la dissémination des poussières) : systématiquement lors de l'empoussièrement découlant des travaux et en dehors du chantier (paliers, escaliers, etc...).

Le balayage à sec sera interdit.

1.04 - Disposition en périphérie et hors de la zone de travaux.

En sortie des zones des travaux : paillason captant les poussières, utilisation de surchaussures.

L'évacuation des gravats se fera en sacs hermétiques fermés.

Les bennes seront obligatoirement bâchées.

En fin de travaux et après démontage des protections de chantier : nettoyage de la zone et de ses abords.

1.05 - Limitation des émissions sonores.

Engins fixes (compresseurs, générateurs) : à implanter en relation avec les services techniques en fonction de l'activité des locaux situés à proximité.

Eviter les interpellations : klaxons, sifflets.

L'utilisation de poste de radio est interdite sur les chantiers, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Les travaux bruyants à réaliser à l'intérieur (sciage, démolitions, carottages, etc...) devront être programmés en relation avec les responsables de l'IFSI suivant la fiche d'intervention et de liaison en PJ.

II – DETAIL ET PLANNING DES TRAVAUX**2.01 - Liste non exhaustive des principaux travaux à réaliser**

Installation de chantier

Notes de calculs

Protection et balisage chantier/Ifsi

Nettoyage général

Levage et échafaudage

Constat d'huissier

Bennes et Soged

Désamiantage sous-section 3

Plan de retrait suivant Diag amiante

Soged et BSD

Couverture en ardoises

Acheminement en toiture

Remplacement des ardoises cassées ou détériorées

Nettoyage des toitures

Reprises ponctuelles de la charpente bois

Isolation

Dépose et démolition de la véranda compris reprise de la façade

Protections interventions ultérieures

Remplacement des gouttières de l'ensemble des EP

Finitions divers

Toitures terrasses (avec et sans gravillons)

Dépose et évacuation des gravillons existants y compris de la végétation

Nettoyage des terrasses existantes

Reprises des structures

Isolation

Étanchéité y compris coursives

Protections diverses y compris garde-corps

Remplacement des gouttières de l'ensemble des EP

Finitions divers

Menuiseries extérieures, intérieures

Dépose des existants et évacuation

Reprises des tableaux

Châssis aluminium

Portes automatiques y compris asservissements

Portes diverses

Châssis en toitures

Menuiseries intérieures

Mobiliers salle de repos des étudiants

Placards

Reprises de plâtrerie suivant travaux intérieur

Reprises de plafonds et faux plafonds suivant travaux intérieure

Finitions

Gros œuvre étendu

Isolation par l'extérieur (ITE) et étanchéité extérieure

Déposes soignées des éléments techniques en façades et pignons

Reposes fin de chantier des éléments techniques déposés

Reprises des supports (fissures, trous, etc...)

Support structure bois dur 600 mm

Isolation et bardage de finition du pignon cours voisine

Finitions divers

Essais et remise en service

Traitement d'air et ventilation

Dépose des faux plafonds et éclairages

Dévoiements nécessaires

Double flux modules en grandes salles de classes

Gaines d'extraction

Bouches d'entrées d'air en menuiseries
Bouches d'extraction
Percements de dalles et murs
Caissons de ventilation
Rejets d'air
Alimentations, raccordements et asservissements électriques
CCF
Equilibrages
Arrêt pompiers
Coffres d'habillages
Calfeutrements divers
Essais et mise en service

Ascenseur aux normes PMR

Dépose et évacuation des 2 ascenseurs existants (cabines, accessoires, moteurs, etc...)
Transformation d'une gaine d'ascenseur en gaine technique CF
Création d'un ascenseurs aux normes PMR
Alimentations électriques
Finitions diverses
Essais et mise en service

Chaufferie

Dépose, purge, évacuation des matériels non récupérés (chaudières, réseaux, etc...)
Nettoyage, curage et désinfection
Chaudière gaz à condensation compris régulation et électricité
Réseaux et raccordements hydrauliques
Mise aux normes code du travail de la chaufferie
Essais et mise en service équilibrage

Réserves en sous-sol

Aménagement d'une réserve CF au sous-sol
Compris cloisonnement, électricité, portes, peinture, finitions, etc...
Reprises diverses suite travaux
Dépose
Préparation des supports
Reprises de sol souple
Plinthes
Peinture
Electricité
Calfeutrements plâtrerie
Baguettes et finitions
Finitions diverses

Travaux en locaux

Transformation du bureau de la comptabilité en espace restauration des formateurs et du personnel d'entretien avec ouverture sur la cuisine actuelle (présence d'une ouverture condamnée).
Séparation des archives.

Création d'un accueil vitré avec une banque d'accueil vitrée à proximité de l'ouverture des portes du GCS pour la sécurisation de l'établissement et l'accessibilité des locaux.

Transformation du bureau de la directrice en bureau pour formateurs.

Actuelle salle polyvalente du RDC transformée en :

Bureaux pour le secrétariat avec espace de rangement des dossiers étudiants

Bureaux pour la comptabilité

Bureau formateurs pour 2 personnes (formation continue)

Création d'un espace étudiant : détente, cafétéria, réserves,

Création d'un bureau des étudiants et d'un bureau tampon

Création d'un nouvel espace vestiaire sanitaires pour les agents d'entretien en fond de salle polyvalente

Peinture au CDI R+1

Travaux de déplacement et dévoiement

Création de volets électriques pour le RDC et des films sur les fenêtres suite à la suppression des rideaux

Stores électriques intérieurs pour les pièces des étages (enseignements, repos, détente bibliothèque, etc..).

Reprise complète de l'espace étudiant au R+2

Création d'un espace accueil personnes extérieures par division de la pièce d'archivage au Rdc

Création d'une salle de simulation par intégration d'une vitre sans teint, bouchements caniveaux au R+1

Création d'un auvent à vélos avec prise de recharge

La base de vie de chantier sera localisée sur une partie de la cour intérieure de l'IFSI (voir proposition de plan des installations de chantier en pièce jointe).

La zone sera clôturée par des barrières de type HERAS, munies de bâches opaques.

Les accès aux couloirs, aux étages et aux zones de travaux seront réalisés via :

- Les échafaudages extérieurs (ITE, couverture étanchéité, remplacement des menuiseries extérieures, etc...) ;
- L'escalier intérieur ;
- Les escaliers extérieurs ;

Un plan de cheminement d'accès du personnel de chantier sera à fournir par chaque intervenant en phase préparatoire de chantier.

L'entreprise de Gros œuvre étendu assurera la mise en place des installations de chantier du début à la fin des travaux TCE.

Le compte prorata répartira le montant financier des installations de chantier sur les entreprises des lot 02 fluides et 03 ascenseur.

Le titulaire du lot Gros œuvre étendu fournira à chaque entreprise une convention de répartition du compte prorata durant la phase préparatoire de chantier.

Cette convention sera validée par l'ensemble des intervenant avant le commencement des travaux (la convention sera arbitrée par le maître d'œuvre en cas de désaccords entre les parties).

Nota importante :

Le stockage ou la prise de possession de locaux sur la zone chantier est formellement interdit.

Les ascenseurs et monte-charge ne seront pas utilisés par les ouvriers et personnels de chantier (ni pour le transport du matériel ni pour le transport des personnes).

Le titulaire du lot Gros œuvre étendu devra (**avec répartition au compte prorata**) :

Installer les protections par des planches en bois de fortes épaisseurs afin de prévenir les chutes d'objet ou de dépose **durant toute la durée du chantier.**

Une protection sera installée au droit des portes d'accès des usagées, des personnels et des ouvriers de chantier.

Les moyens de protection (filets, balustrades, obturations, etc...) seront mis en place par l'entreprise à ses frais et maintenus durant toute la durée du chantier.

2.02 – Planning et phasage

Le planning définitif sera établi en concertation avec :

- Les différentes entreprises au début de la phase préparatoire et d'exécution du chantier ;
- Le GCS-IFSI-IFAS afin d'intégrer le calendrier de l'année scolaire (dates d'examens, vacances scolaires, formations diverses, organisation interne, d'utilisation des salles, etc...)

Un planning succinct est cependant remis en annexe du présent DCE.

Ce dernier restera d'actualité dans la durée globale de réalisation du chantier.

Le titulaire du présent lot est sensibilisé au fait que les travaux se dérouleront sur plusieurs phases en fonction de la mise à disposition des salles par l'IFSI et des périodes d'examens ne permettant pas de nuisances sonores.

Les travaux seront optimisés en favorisant la mise à disposition de plusieurs salles voisines afin de réaliser les prestations en TCE.

Le délai global d'exécution des travaux sera de 18 mois :

- 2 mois de période de préparation à compter de la date indiquée dans l'Ordre de service de démarrage,
- 16 mois pour la réalisation des travaux.

Le délai comprend les intempéries, les congés payés, le repliement des installations et la remise en état des lieux.

Il sera prévu :

À charge de la partie désamiantage :

- Les protections nécessaires à l'exécution des prestations dans les zones de travaux ;
- Les déposes et remises en état en fin de prestations ;
- Liste non limitative.

À charge de la partie Gros œuvre étendu :

- Les protections nécessaires à l'exécution de ces prestations dans les zones de travaux ;
- Les déposes et remises en état en fin de prestations ;
- Liste non limitative.

À charge de la partie menuiseries/plâtrerie/faux plafond, etc... :

- La création des cloisons nécessaires à l'isolement des zones des travaux notamment de désamiantage ;
- La pose des portes nécessaires à l'isolement des zones des travaux ;
- Les calfeutrements ;
- Les déposes et remises en état en fin de prestations ;
- Liste non limitative.

Nota : Les portes existantes desservant les zones des travaux devront être en permanence en positions fermées et munies d'une signalisation « chantier – accès interdit au public – désamiantage en cours » : à charge du présent lot.

Les accès aux issues de secours seront dégagés et praticables de même que les moyens de sécurité : à charge du présent lot

À charge de la partie Peinture sol souple :

- Les protections nécessaires à l'exécution des prestations dans les zones de travaux (suivant phasages) ;
- Les déposes et remises en état en fin de prestations ;
- Liste non limitative.

À charge du lot fluides électricité :

- L'isolement des réseaux électriques intéressés par la zone des travaux ;
- Les protections physiques, électriques, mécaniques des réseaux, équipements et installations ;
- Les calfeutrements des armoires et passages de câbles ;
- Les déposes et remises en état en fin de prestations ;
- Liste non limitative.

À charge du lot fluides CVC :

- L'isolement des réseaux ;
- EFS/ECS/Bouclage/chauffage/VMC/Ventilation/EU/EV, etc...intéressés par la zone des travaux ;
- Les protections physiques et mécaniques des réseaux, équipements et installations ;
- Les calfeutrements des passages et bouches diverses ;
- Les déposes et remises en état en fin de prestations ;
- Liste non limitative.

Moyens d'accès en hauteur lot Ascenseur

Le lot ascenseur utilisera ses propres moyens d'accès pour le travaux en hauteur (nacelle, échafaudage ou gazelle).

Les moyens de protection (filets, balustrades, obturations, etc...) seront mis en place par l'entreprise à ses frais et maintenus durant toute la durée du chantier.

Les échelles d'accès aux toitures ou en hauteurs ne seront pas tolérées.

Le type d'échafaudage à plateau minimal accepté sera le suivant (voir vignette ci-dessous).

Échafaudage à plateaux, garde-corps et échelle incorporée

De plus les échafaudages seront conservés jusqu'à la levée des réserves des prestations.

III – PROPRETÉ DU CHANTIER

Le nettoyage de chantier sera géré par le lot 01 Gros œuvre étendu en relation avec les autres lots et corps d'état dont le lot 03 ascenseur.

Le nettoyage de chantier fera partie du compte prorata géré par le lot 01 gros œuvre étendu (se reporter au CCTP du lot 01 Gros œuvre étendu).

3.01 – Litiges

En cas de litige avec les entreprises, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre pourront faire exécuter des travaux de nettoyage par un tiers aux frais et dépens de l'ensemble des adjudicataires des différents lots.

3.02 - Installation de chantier – base vie :

Prévu lot 01 gros œuvre étendu (se reporter au CCTP du lot 01 Gros œuvre étendu).

Seul les branchements en électricité, en eau et en EU/V incombent au présent lot Fluides (en relation avec le lot 01 Gros œuvre étendu).

IV – FICHE DE LIAISON

Afin de respecter scrupuleusement le planning ainsi que le phasage, le titulaire de chaque lot aura obligation de planifier et de remplir au minimum 8 jours avant l'intervention une fiche de liaison des travaux.

Celle-ci sera régulièrement mise à jour et portera le visa du maître d'ouvrage (compris services de l'IFSI intéressés par les travaux), de l'entreprise et du maître d'œuvre.

Cette sera conservée dans un classeur consultable dans l'installation de chantier.

FICHE DE LIAISON & D'INTERVENTION DANS LES LOCAUX
EN ACTIVITÉ DU BÂTIMENT GCS-IFSI DE BERCK/MER

Fiche N° :

Etablie le :

Entreprise concernée :

Localisation précise :

- Niveau :
- Zone :
- Pièce :

Nature des travaux :

- | | |
|----------------------------|---------|
| - Désamiantage : | OUI NON |
| - Démolition de cloison : | OUI NON |
| - Percement de dalle : | OUI NON |
| - Percement de voile : | OUI NON |
| - Dépose de faux plafond : | OUI NON |

Type de protection mise en place :

- | | |
|---------------------------------------------------------------|---------|
| - Création de cloisons étanches isolant la zone travaux : | OUI NON |
| - Utilisation de machines équipées de systèmes d'aspiration : | OUI NON |
| - Démolition : | OUI NON |

Conséquence sur le fonctionnement du site :

- | | |
|---------------------------------------|---------|
| - Modification des circulations : | OUI NON |
| - Coupure eau : | OUI NON |
| - Coupure électrique ou de sécurité : | OUI NON |

Date (jour / heure) envisagée :

S'il y a des coupures de fluides, préciser les horaires exacts.

Contact entreprise en cas de problème :

Conducteur de travaux : M.

Port :

Chef d'équipe : M.

Port :

Visa Entreprise Le

Observation MOE

Observation de GCS-IFSI-IFAS

Accord MOE

Le

Accord de GCS-IFSI

Le

V - SOGED.

Conformément à la réglementation, l'entreprise titulaire du présent lot mettra en place un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) et le soumettra au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage pour validation.

Il sera exigé un recyclage des déchets de 70% minimum.

Conformément à la réglementation en vigueur les déchets seront triés par catégories.

Le tri sur chantier sera privilégié.

Les déchets seront dans la mesure de l'existence des filières, valorisés par le réemploi ou le recyclage, seul le déchet ultime au sens de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 pourra être mis en centre de stockage agréé.

Il est rappelé que réglementairement, les entreprises sont dans l'obligation soit de valoriser ces déchets, soit, si ces déchets sont considérés comme ultimes, de les acheminer vers des centres de stockages appropriés.

Aucune incinération ou destruction par le feu n'est autorisée sur le site.

L'entreprise sera chargée de l'organisation liée à la gestion du traitement des déchets et devra donc adjoindre à sa proposition, une procédure d'élimination des déchets dans les filières adéquates.

Les principes de l'organisation de chantier permettant la maîtrise des nuisances vis-à-vis du voisinage, le respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier par l'organisation du tri sont définis ci-après.

Cette gestion aura pour cibles :

- Le chantier lui-même avec la définition des techniques employées et l'organisation du tri des déchets de chantier,
- Le mode de stockage des déchets et son organisation,
- Les flux entrants avec la définition des engins et matériels utilisés ainsi que des matériaux et produits mis en œuvre,
- Les flux sortants avec l'organisation de l'évacuation des déchets et la maîtrise des nuisances générées.

Elle nécessitera un renforcement de la préparation du chantier.

L'entreprise devra, dès le début des travaux, recenser les produits nocifs (colles, peintures, huiles, etc....).

Des systèmes de collecte et de rétention étanches de ces produits polluants et dangereux devront être prévus sur le chantier en vue de leur élimination.

L'Entreprise mettra en place une organisation permettant de trier les déchets par groupes : les inertes (gravats, béton sans ferrailles, métaux...), les cartons, les emballages plastiques, le bois, les chutes de câble, les ferrailles, le tout-venant, ...

Cette répartition des déchets triés pourra être adaptée aux filières d'élimination existant localement.

L'Entreprise privilégiera une filière polyvalente (récupération de plusieurs types de déchets).

Les différentes bennes de collecte seront regroupées géographiquement à proximité des lieux de travail.

L'entreprise installera à proximité de chaque benne de collecte, un panneau précisant (sous la forme de pictogrammes éventuellement) les déchets acceptés dans la benne.

Les consignes de tri doivent être simples afin que tout intervenant sur le chantier les comprenne et les applique.

L'entreprise indiquera dès le début du chantier, la destination prévue des déchets.

D'autre part, l'entreprise établira des bordereaux numérotés de suivi des déchets de chantier précisant :

- L'identification du producteur,
- L'identification du transporteur,
- L'identification de l'éliminateur et le type d'installation (centre de tri, centre de stockage, incinération, valorisation...).

L'efficacité de la démarche de gestion des déchets nécessite obligatoirement une sensibilisation constante du personnel par le responsable du suivi qualité.

Tous les gravats, les terres provenant des fouilles, les divers déchets seront chargés et évacués selon les possibilités locales, à une décharge agréée publique ou privée, et conformément aux prescriptions notées ci-dessus.

Il est rappelé que toute décharge sauvage est interdite.

Un exemplaire du SOGED est à rendre sous format papier et un reproducible sous format informatique, pouvant être exploité sous OFFICE™ (.doc, .xls) et ACROBAT READER™ (.pdf) pour les textes et les images et sous AUTOCAD™ (.dwg) pour les plans.

Le SOGED devra être remis au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage avant la fin de la période de préparation des travaux. »

VI- SPÉCIFICATIONS.

DOCUMENTS A OBSERVER

• Dispositions relatives aux constructions.

Parmi ces conditions figurent celles qui rendent possible la prise en garantie décennale des ouvrages par les assureurs.

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants à la date de signature par l'entrepreneur de l'acte d'engagement et notamment :

1° Le code de la construction et de l'habitation, en particulier le décret 69596 du 14.06.1969 ainsi que les arrêtés et circulaires postérieurs à celui-ci.

2° Le règlement sanitaire départemental duquel relève la commune où est implantée l'opération objet du présent marché et la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement

3° Les fascicules techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) approuvés par décret et applicables aux marchés de travaux de bâtiments et de travaux

publics passés au nom de l'état, ainsi que ceux indiqués au R.E.E.F.

4° Les Cahiers des Charges D.T.U. , les règles de calcul D.T.U. publiées par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs additifs ou errata, non concernés par les fascicules technique sus-visés.

5° Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U. et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B.

6° Les Cahiers des Charges acceptés ou approuvés par un organisme certificateur pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.

7° D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrage qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.

8° Les avis techniques conformes du C.S.T.B.

9° La classification U.P.E.C. des locaux.

10° Les solutions types du C.S.T.B. pour l'application de la réglementation en matière d'isolation thermique, de ventilation et d'isolation acoustique, de protection contre l'incendie (Arrêté du 31.01.1986).

Tous les travaux devront être de "technique courante", c'est à dire réalisés avec des matériaux et selon des procédés traditionnels ou conformes à un avis technique de la commission instituée par l'arrêté du 02 Décembre 1969, à condition que ledit avis ait été accepté par la "Commission Technique" visée dans la police individuelle de base établie par l'A.R.C.E.S. (Association pour l'Assurance des Risques de la Construction des Entrepreneurs Syndiqués). A défaut, l'entreprise s'engage :

- soit à effectuer les démarches nécessaires pour satisfaire la double obligation qui vient d'être formulée

et qu'elle devra justifier avant la réalisation des ouvrages concernés, sans pouvoir prétendre à une majoration de ses prix.

- soit à présenter un rapport d'examen technique d'un bureau de contrôle agréé du M.A.R.C. favorable à la garantie des ouvrages au titre de la police individuelle de base, et toutes attestations subséquentes faisant état notamment des avenants éventuels d'extension de garantie nécessaire.

•Normes :

Les normes françaises homologuées.

Les appareils, équipements, etc ... doivent être conformes soit aux normes françaises soit aux normes européennes harmonisées, soit aux normes ou spécifications techniques d'autres états de l'Union Européenne reconnues conformément à l'article GN 14 du règlement de sécurité

Nota :

L'énumération de certains D.T.U. et normes en tête de la description des différents corps d'état, n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus.

En cas de contradiction entre deux documents ou lorsqu'une indication ou une prestation ne figure que sur l'une des pièces du Marché, ceci devra être signalé avant signature des marchés.

L'entrepreneur étant par définition un technicien connaissant les règles de l'Art, il devra vérifier les documents du marché. A la signature de celui-ci, il remettra au Maître d'Ouvrage les offres conformes aux règles de l'Art.

•Dispositions générales :

Code de l'urbanisme

Code de la construction et de l'habitation

Code du travail

Textes législatifs

Les entreprises retenues pour la présente opération seront tenues de se conformer aux prescriptions des documents généraux et plus particulièrement

Dispositions générales, Prévention des accidents de travail, moyens de protection

- loi du 31.12.91 n° 91-1414

Principe généraux de prévention

- décrets 92-765 à 768

- décrets 93-40 à 41

- circulaire D.R.T. n° 93.22 du 22.09.93

- circulaire D.R.T. n° 93.13 du 18.03.93

- circulaire D.R.T. n° 96.5 du 10.04.96

- recommandations CRAM.

Coordination Sécurité et Prévention de la Santé

- loi du 31.12.93 n°93-1418

Sécurité et santé sur les chantiers temporaires et mobiles

- décret du 26.12.94 Application de la loi du 31.12.91

- décret du 08.01.65 Protection et salubrité sur les chantiers de B.T.P

- décret du 06.05.95 modifiant le précédent

Lieux de travail

- arrêté et cir. du 21.03.58 Déclaration d'ouverture de chantier

- arrêté du 04.11.93 Signalisation de sécurité

Manutention – Levage

- décret du 23.08.47 Mesures de sécurité relatives aux appareils de levage

- décret du 03.09.92 Manutention

- décret du 09.09.92 Manutention manuelle

- arrêté du 16.08.51 Vérification des appareils de levage

- arrêté du 02.03.65 Charges d'utilisation des câbles, chaines, cordages...

- arrêté du 19.03.93 Equipements soumis à vérifications périodiques

- arrêté du 09.06.93 Vérification des équipements de travail utilisés pour le levage de charges, l'élévation de poste de travail, ou le transport en élévation de personnes.

- circulaire du 18.03.60 TM 0880 - Utilisation des grues de chantier

- circulaire du 09.07.87 Instructions ministérielles

- circulaire du 18.11.87 Recommandations de la C.N.A.M.

- circulaire DRT 15.06.99 N°99.7 - Utilisation des équipements de travail

- recommandation CNAM

- R. 373 du 04.06.98

Prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent.

- recommandations CNAM TS

- R. 377 mod. du 02.12.99 Utilisation des grues à tour

- R. 383 du 20.06.00 Utilisation des grues mobiles
- R. 390 du 01.12.00 Utilisation des grues auxiliaires de chargement de véhicules

Risques physiques

- directive du 27.06.01 N° 2001/45/CE - Prescriptions minimales de sécurité d'utilisation des équipements de travail pour travaux temporaires en hauteur (échelles, échafaudages)
 - directive du 06.07.02 N° 2002/44/CE - Prescriptions minimales relatives à l'exposition aux vibrations
 - décret du 18.04.69 N° 69 380 - Insonorisation des engins de chantier
 - décret du 24.12.96 N° 96 1133 - Interdiction de l'amiante
 - décrets 96.97 et 96.98 Protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante
 - arrêté du 22.08.02
- Consignes générales de sécurité du dossier technique amiante
- cir. du 21.12.54 TR 10/54 Accidents dus aux pistolets de scellement.

Risques Electriques

- décret du 14.11.88 N° 88 1056 - Protection des travailleurs contre les risques de l'électricité
- cir. du 21.12.70 N° 70.21 Exécution de travaux ou opérations au voisinage de lignes électriques aériennes et souterraines et autres installations électriques.

Protections individuelles

- arrêté du 24.07.95 Vérification des protections individuelles.
- > Liste non exhaustive.
- Textes réglementaires
- Les travaux de la présente opération seront exécutés selon les prescriptions des règlements généraux et plus particulièrement:
- règles de sécurité contre les risques d'incendie
 - règles sanitaires
 - textes concernant les personnes à mobilité réduite
- Ensemble des réglementations relatives aux constructions :
- règles N.V. 65 définissant les effets neige et vent sur les constructions
 - règles N 84 - Action de la neige sur les constructions
 - règles BAEL et BPEL91 relatives aux calculs des ouvrages en Béton armé
 - normes françaises qualitatives et dimensionnelles (AFNOR)
 - normes européennes
 - l'ensemble des documents techniques unifiés
- Textes législatifs
- Textes réglementaires relatifs :
 - A la sécurité incendie
 - Arrêté du 25 Juin 1980 : Dispositions générales du règlement contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, modifié par les arrêtés du 13 décembre 1980, 22 décembre 1981 et 4 mai 1982,
 - Instruction technique n° 249 modifiée du 21 juin 1982 -Façades
 - Arrêté du 30 juin 1983 modifié -Classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais
 - Arrêté du 5 août 1992 modifié pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-

4-15 du code du travail Dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail

- Décret n° 94-346 du 2 mai 1994 relatif aux dispositions concernant la prévention des incendies et l'évaluation applicables aux lieux de travail et modifiant la code du travail

COORDINATION TRAVAUX

Tous les sous-traitants doivent être déclarés au minimum 15 jours avant intervention.

Les sous-traitants intervenant sur la présente opération sont tenus de réceptionner les ouvrages réalisés avant leur intervention sur le site. Le fait d'avoir exécuter des travaux de quelque nature que ce soit, constitue une acceptation sans réserve des supports.

Co-activité

L'entreprise générale sera chargée de gérer les modalités d'interactivités sur le chantier avec ses sous-traitants pendant toute la durée de l'opération

Coordination

L'entrepreneur est tenu de participer à la bonne organisation générale du chantier et à une bonne coordination entre les participants afin de ne pas nuire à l'avancement des travaux et à leur qualité.

CONDITIONS D'EXECUTION

Avant toute exécution l'entrepreneur devra procéder à la vérification des côtes de tous les plans et dessins qui lui seront remis. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

L'entreprise prendra également en compte le plan du géomètre joint au présent dossier

Il signalera en temps utile les erreurs ou omissions qu'il aurait éventuellement relevées.

Les entrepreneurs assureront la cotation définitive et en seront responsables.

Il est stipulé en conséquence que toutes les augmentations de sections pour poteaux poutres planchers, épaisseur des murs, etc... ou toutes autres modifications consécutives à la mise au point détaillée et aux calculs font intégralement partie du forfait et ne pourront en conséquence donner lieu à un supplément quelconque.

Sécurité et protection de la santé.

Déclarations

Démarches auprès des services concédés

Pendant la période de préparation l'entrepreneur effectuera à ses frais toutes les démarches nécessaires auprès des différents services concédés, afin de pouvoir démarrer ces travaux en toute connaissance des réseaux existants et des réglementations spécifiques applicables au site

L'entrepreneur établira donc sur imprimé Cerfa les D.I.T, D.I.C.T. etc...

Dossiers réglementaires

Dès la notification de l'acceptation de son offre par le Maître d'ouvrage l'entreprise générale et ses sous-traitants sont tenus d'effectuer une visite préalable d'inspection commune avec le coordonnateur SPS et d'établir :

- leur PPSPS

Soit le plan particulier sécurité et protection de la santé relatif à son ou ses lot(s) et en faire la remise dans les délais.

L'entreprise ne pourra démarrer ses travaux sans avoir au préalable remis ce document et subira les conséquences de sa défaillance éventuelle par l'application de pénalités pour documents non remis et sa responsabilité pourra être recherchée dans le retard de

l'avancement en découlant.

Les sous-traitants sont aussi tenus d'établir ce PPSPS concernant les tâches qu'ils auront à effectuer.

Il est rappelé que les sous-traitants doivent être agréés par le maître d'ouvrage et déclarés au coordonnateur SPS.

D.I.U.O.

Chaque entrepreneur sera tenu de faire parvenir au coordonnateur SPS tous les documents relatifs aux dispositions prises concernant la sécurité pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage

- Sécurité

Chaque entreprise est tenu de mettre à la disposition de ses compagnons, intérimaires, stagiaires, cadres et éventuellement, visiteurs, les moyens de protections individuelles adaptés à la nature des travaux sur chantier.

Elle aura soin de mettre aussi en place tous moyens de protections collectives nécessaires, même si celles-ci n'ont pas été définies de manière précise au PGCSPPS ou au PPSPS.

De même l'entrepreneur prendra toutes les précautions utiles afin de n'engendrer aucune nuisance et aucun risque vis-à-vis des tiers, voisins, riverains etc...

Les bonnes conditions de travail et de salubrité du chantier devront toujours être recherchées et appliquées.

Se reporter également aux articles du C.C.A.P. et du C.C.A.G. applicables aux marchés de travaux.

VI – TRAVAUX EN PRESENCE D'AMIANTE

Suivant les prestations du présent lot, l'entreprise pourra être amenée à intervenir sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Dans ce cas, elle interviendra suivant les dispositions réglementaires de la SOUS-SECTION 4 du code de travail, sans prétendre à des plus-values.

Ces travaux et prestations seront réputés inclus dans l'offre des entreprises.

Intervention en SOUS-SECTION 4 suivant réglementations, des dispositions spécifiques aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles d'émettre des fibres d'amiante.

L'entrepreneur ou son sous-traitant déclaré, qui travaillera au contact de matériaux amiantés devront être titulaires d'un certificat de qualification en cours de validité attribué par un organisme certificateur accrédité ainsi que les attestations d'assurances de responsabilité civile correspondant à leurs activités.

Dans le respect du code du travail, un mode opératoire devra être réalisé par l'entreprise et transmis au maître d'ouvrage 8 jours avant le démarrage des travaux et aux organismes suivants lorsque la durée prévisible de l'intervention est supérieure à 5 jours :

- Médecin du Travail, Inspection du Travail, Caisse Régionale d'Assurance Maladie,
- Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics,

- Maîtrise d'œuvre, Maître d'Ouvrage,
- Il sera également soumis pour approbation au Coordonnateur S.P.S.

L'entreprise devra fournir un agrément pour travail sur des matériaux susceptibles de contenir des fibres d'amiante.

Personnel formé à la prévention des risques amiante conformément aux arrêtés et aux normes en vigueur.

VII – APTITUDE A LA MAINTENANCE

Note importante

Nous souhaitons sensibiliser l'entreprise répondant à la présente consultation sur la nécessité de chiffrer dans sa prestation l'aptitude à la maintenance.

Cette prestation n'étant pas anodine car elle nécessitera des ressources humaines (conception, réflexion) et techniques (installation de matériaux et équipements de bonne qualité et d'exploitation simple et accessible).

La prestation d'aptitude à la maintenance sera donc clairement identifiée et chiffrée dans le DPGF joint au présent lot.

Aptitude à la maintenance :

Les prestations prescrites dans les différents lots du présent dossier de travaux ont été décrites en privilégiant l'aptitude à la maintenance aisée et réfléchie (préventive, corrective et majeure) pour chaque équipement à mettre en œuvre.

Chaque équipement ou ouvrage sera installé de manière à pouvoir réaliser la maintenance ultérieure tout au long de son cycle de vie en ayant comme objectif :

- Un accès et une utilisation sécurisés,
- Un démontage aisé,
- Un remplacement de pièces et des équipements commode,
- La mise en œuvre de matériaux et équipement solide et robuste,
- L'optimisation financière de la maintenance et de l'exploitation,
- Etc...

Il sera distingué trois grands types de maintenance :

La maintenance préventive : réalisée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prédéfinis.

La maintenance corrective : exécutée après détection d'une panne ou d'un défaut, elle permet de dépanner (solution provisoire) ou de réparer (solution définitive) le bien ou l'équipement.

La maintenance à échelle majeure ou grands travaux : en vue de modifier, d'améliorer, de rénover ou de remplacer une partie d'ouvrage ou d'équipement.

L'entreprise remettra avec son dossier d'exécution en phase préparation du chantier :

- un plan d'implantation et une notice d'installation du fabricant du matériel proposé par l'entreprise démontrant la faisabilité de l'aptitude à la maintenance globale,
- un détail des côtes minimales de l'espace préconisé pour la mise en place du matériel et sa maintenance globale, respectant les préconisations du fabricant,

Les équipements auront un protocole « ouvert », c'est-à-dire éviter toute maintenance exclusive fabricant.

Il conviendra de s'assurer que tous les équipements passeront par les accès directs aux locaux (par la porte, et non par la toiture).

En phase d'exécution, l'entreprise responsable de ses ouvrages devra réaliser sur chaque équipement nécessitant une maintenance **une démonstration de faisabilité des opérations de maintenance ultérieure globale, de démontage et de manutention**, en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du responsable technique du site, du CSPS, et de son exploitant de maintenance (si existant).

A l'issue de la démonstration d'aptitude à la maintenance ultérieure globale, si celle-ci n'est pas satisfaisante pour les opérations de démontage ou d'accessibilité sécurisés, l'entreprise responsable de ses ouvrages devra prendre en charge à ses frais toutes les modifications nécessaires afin d'atteindre cet objectif, sous le contrôle du maître d'œuvre.

En cas de désaccord, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de missionner le service après-vente du fabricant de l'équipement, pour démontrer la faisabilité de maintenance globale de l'équipement.

Les observations du fabricant seront à corriger par l'entreprise et à ses frais.

Un état récapitulatif écrit ainsi que les plans modifiés seront à la charge de l'entreprise, tout en respectant les délais convenus par l'ensemble des intervenants.
Ce dossier fera partie intégrante du Dossier des Ouvrages Exécutés.

Avant la réception des travaux et **la signature du PV de réception**, le titulaire du présent lot remettra un rapport écrit des opérations de maintenance globale sous forme de tableau, avec :

- la liste des équipements concernés,
- la fréquence des opérations de maintenance préventive corrective et majeure, etc....),

LOT ASCENSEUR

1.1-GÉNÉRALITÉS

Les travaux à la charge du présent lot consistent à :

- la dépose pour évacuation et démolition du monte-charge existant
- la dépose et le remplacement à neuf de l'ascenseur existant

dans le cadre des travaux de réhabilitation du GCS-IFSI-IFAS de BERCK SUR MER.

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché et particulièrement des descriptifs des autres lots et d'avoir visité les installations techniques du site.

L'offre de l'Entreprise est ainsi faite en pleine connaissance des interfaces et sujétions que les autres corps d'état entraînent sur les ouvrages du lot.

En regard de ce qui précède, l'Entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre toute incohérence, inexactitude ou erreur qui entacherait une pièce du marché.

Le silence sera considéré comme la prise en charge tacite du problème que pose l'inexactitude relevée, et partant, une pleine et entière responsabilité de l'Entreprise sera engagée.

L'entrepreneur devra réceptionner les supports sur lesquels il doit mettre en œuvre ses ouvrages, car le fait d'avoir exécuté les travaux constituera une acceptation sans réserve des supports.

1.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comportent la fourniture et la mise en place de tous les éléments et produits nécessaires à la bonne tenue et au parfait achèvement des ouvrages et en particulier :

Les frais et prestations résultant des prescriptions du PGC et du PPSPSS ;

La fourniture et la pose de l'ensemble de la machinerie et son adaptation au Gros Œuvre ;

La fourniture et la pose de la cabine d'ascenseur et tout le matériel réglementaire et nécessaire en gaine ;

La fourniture et la pose des portes palières y compris calfeutrements ;

La mise en œuvre de la signalétique appropriée ;

Toutes les prestations nécessaires à la réalisation des ouvrages :

- transport, manutention, main d'œuvre de montage,
- la location d'engin de levage,
- la fourniture des éléments principaux et leur calage dans le gros œuvre,
- les scellements et les rebouchages nécessaires à l'exécution des travaux,
- la fourniture la pose et la fixation des guides dans les parois maçonnées,
- les équipements de serrurerie liés à l'installation de l'ascenseur,

- les travaux d'électricité propres aux installations y compris les armoires d'arrivées électriques, l'installation d'éclairage des gaines ;
- les ouvrages de ventilation (gainés et extracteurs) nécessaires au fonctionnement du local machinerie ;
- l'exécution des essais ;
- le nettoyage des locaux concernés par les travaux en cours et fin de chantier ;
- le tri et l'enlèvement des déchets, débris et emballages résultants des travaux jusqu'aux bennes de chantier prévues à cet effet ;

1.3. NORMES ET RÈGLEMENTS

L'entreprise devra se conformer aux prescriptions réglementaires en vigueur et en particulier à celles contenues dans les documents suivants :

NORMES FRANÇAISES :

NF EN 81-70 (août 2005) relative à l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicapées ;

NF P 82-201 Ascenseurs et monte-charge électriques ou commandés électriquement Règles générales de construction et d'installation concernant la sécurité ;

NF P 82-202 Ascenseurs et monte-charge – Suspente ;

NF P 82-204 Ascenseurs et monte-charge - Règles concernant le calcul des charpentes métalliques portant soit le treuil soit les poulies de renvoi ;

NF P 82-208 Installation d'ascenseurs - Partie 1 : Ascenseur des classes I-II-III ;

NF EN 81-1 Ascenseurs et monte-charge - Règles de sécurité pour la construction et l'installation ;

NF P 82-211 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs électriques ;

NF ISO 4190/5 Ascenseurs et monte-charge - Dispositifs de commande et de signalisation et accessoires complémentaires ;

NF P 82-222 Ascenseurs et monte-charge Appareils élévateurs verticaux pour personnes à mobilité réduite- Règles de sécurité pour la construction et l'installation ;

NF P 82-223 Ascenseurs et monte-charge - Ascenseurs à crémaillère et ascenseurs à vis Condition d'application des normes NF EN 81-1 et NF P 82-211 ;

NF P 82-251 Ascenseurs et monte-charge - Guides de cabines et de contrepoids - Profils en T ;

NF P 91-201 Constructions – Handicapés physiques ;

P 82-261 Norme pour la réalisation d'élévateurs inclinés pour personne à mobilité réduite ;

NF EN 81-2 Ascenseurs et monte-charge - Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs et monte-charge - Partie 2 : Ascenseurs hydrauliques ;

NF C 15.100 Installations électriques basse tension ;

RÈGLES PROFESSIONNELLES :

Les prescriptions formulées dans les notices d'installation des fabricants

AUTRES DOCUMENTS :

Décret 2000-810 du 24 Août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs

Directive européenne n°95/16/CE du 29/06/95.

1.4. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Marquage CE

L'ascenseur mis en place devra obligatoirement avoir fait l'objet d'une des procédures indiquée par l'Article 7 du décret n°2000 – 810 du 24/8/00 (transposition en droit français de la directive 95/16 CE). L'indication du marquage CE de conformité devra être apposée dans chaque cabine et sur chacun des composants de sécurité.

Gaine

La gaine d'ascenseur est existante et sera conservée pour le nouvel ascenseur.

Le titulaire du présent devra la fourniture et la pose d'une grille ventilation haute de la gaine de 10 dm² mini y compris percement et calfeutrements

Grille inox qualité air salin. ;

Machine

La machine de traction sera intégrée dans le local technique ascenseur ou.

Moteur électrique

Le moteur sera à variation de fréquence.

Contrôle de vitesse

L'enroulement du moteur de levage assurera l'accélération et la décélération de la cabine sans dépasser une valeur de 1,3 m/s².

Arcade

L'arcade supportant la cabine sera renforcée, et comportera les coulisseaux de guidage adaptés au profil des guides. Le parachute sera monté à la partie supérieure de l'arcade et sera actionné par le l'imitateur de vitesse.

Guides

Des guides en forme de T en acier étiré seront fournis pour le guidage de la cabine (et du contrepoids). Ceux-ci seront assemblés par rainures et languettes pour assurer une continuité du guidage et une grande douceur de fonctionnement. Les attaches de guides seront en nombre suffisant pour garantir la sécurité de l'ensemble.

Les guides seront fixés sur une paroi de la gaine non mitoyenne avec une pièce principale ou une cuisine fermée.

Contrepoids

Une arcade métallique comportant des gueuses en fonte sera installée pour équilibrer la cabine et assurer une plus grande douceur de fonctionnement.

Câbles

Les câbles de traction seront en nombre suffisant, de construction et de dimensions adaptées à l'usage, pour garantir la sécurité et la qualité de suspension.

Amortisseurs

Des amortisseurs adaptés à l'installation seront fournis aussi bien pour la cabine que pour le contrepoids.

Pèse charge

Un pèse charge sera prévu, assurant les fonctions suivantes : élimination momentanée des appels paliers lorsque la charge atteinte est égale à 85 % de la charge nominale, non démarrage de l'appareil lorsque la charge atteinte est supérieure à 105 % de la charge nominale, avec maintien en position ouverte des portes palières et cabine.

Niveau sonore

La valeur suivante doit être respectée sans tolérance : soit 68 dB(A) en gaine.

Distance entre la cabine et le fond de la gaine

Si la distance entre la porte cabine et la paroi du fond de la gaine est supérieure à 0,15 m, cette porte sera verrouillée mécaniquement pendant la marche.

1.5. APPAREILLAGES ET LIAISONS ÉLECTRIQUES*Armoire de commande et de protection :*

Elle sera formée par une armoire métallique, ouvrant à la française avec serrure de condamnation et joints étanches périphériques ;

Tout l'appareillage devra être facilement accessible ;

La filerie de section appropriée sera du type HO7VK ;

La section minimale sera de 2,5 mm² ;

Les conducteurs seront repérés à chaque extrémité ;

Le raccordement sur les bornes se fera par l'intermédiaire d'embouts de cosses serties ;

L'ensemble des appareils, relais, câbles sera repéré ;

Les numéros de repère seront reportés sur les plans de câblage remis par l'entrepreneur ;

Cette armoire permettra la mise en place d'un système de télésurveillance (par ligne téléphonique).

Force motrice - Éclairage cabine - Mise à la terre

À partir du tableau d'alimentation conforme au DTU 70.1, l'Entreprise réalisera la totalité des installations force motrice et éclairage de la cabine ;

Il sera prévu un éclairage de sécurité dans la cabine ;

Toutes les masses métalliques seront reliées à la terre ;

Les installations seront réalisées conformément à la norme NF C 15.100.

Éléments métalliques.

Tous les éléments métalliques seront protégés contre la corrosion.

1.6. CONTRÔLE DES TRAVAUX

Avant l'installation de son matériel sur le site, l'ascensoriste réceptionnera les ouvrages exécutés par le lot Gros Œuvre, ainsi que ceux du lot Électricité.

Il fera, le cas échéant, toutes les remarques et les réserves nécessaires à une réalisation en adéquation avec ses plans d'exécution.

1.7. NETTOYAGE ET PROTECTION

Immédiatement après son intervention, l'Entrepreneur mettra en œuvre une protection efficace qui permettra d'éviter les rayures, taches, salissures, dégâts liés aux impacts, etc. Il sera responsable de la mise en place des protections nécessaires et en assurera le maintien jusqu'à la réception des ouvrages.

Dans le cas où des dégradations seraient constatées, l'Entrepreneur devra remettre en état les ouvrages détériorés, et ce, à ses frais et sans indemnité. Avant réception, l'Entrepreneur procédera au nettoyage définitif de ses ouvrages, avec l'enlèvement des protections.

1.8. LIMITES DE PRESTATIONS

Sont compris au présent lot :

La fourniture aux autres corps d'état des plans côtés et besoins en électricité.
Les équipements nécessaires au report des alarmes ascenseur (source continue, sonnerie, contacts à disposition du lot électricité) ;
La mise à la terre des installations raccordées au tableau électrique ;
L'éclairage d'ambiance normal, PMR et de sécurité des cabines ;
L'éclairage de la gaine ;
L'armoire électrique DTU conformément à la Norme ;
Etc...

2.0. ASCENSEUR

Fourniture et pose de l'ensemble du matériel nécessaire à l'installation d'un ascenseur conforme aux normes handicapées et dont les caractéristiques sont les suivantes :

Caractéristiques :

Utilisation : Transport de personnes, de charges, accessibilité PMR ;
Charge nominale : 500 KG/4 personnes ;
Machinerie : Embarquée, intégrée en gaine
Type d'ascenseur : Électrique ;
Mode d'entraînement : Système d'entraînement Gearless ou équivalent, sans réducteur,
Entraînement électrique par moteur électrique à variation de fréquence.
Précision d'arrêt : ± 2 mm
Manœuvre : Collective de ramassage à la descente
Montage : Sur palier

Référence de qualité :

Ascenseurs faisant l'objet d'un marquage CE conformément à la directive européenne 95/16/CE du 29/06/95.

L'indication du marquage CE de conformité devra être apposée dans la cabine et sur chacun des composants de sécurité.

Installation selon les dispositions du DTU 75-1 notamment pour assurer des interventions de vérification, d'entretien et de maintenance dans de bonnes conditions d'accessibilité et de sécurité.

Respect de la norme EN 81-70 sur l'accessibilité aux ascenseurs pour tous les usagers y compris les personnes avec handicap.

2.1.1. EXIGENCES ACOUSTIQUES

L'Entreprise titulaire du présent lot devra impérativement respecter les dispositions suivantes :

Mise en place de dispositif anti-vibratile pour l'ensemble des équipements, treuil, poulie, moteur (y compris les poulies de renvoi ou de déflexion) et pour l'armoire électrique.

La valeur du niveau de pression acoustique normalisé L_{nAT} du bruit reçu dans la bibliothèque et la salle de sieste, par un équipement du bâtiment ne doit pas dépasser 33 dB(A) si l'équipement fonctionne de manière continue et 38 dB(A) s'il fonctionne de manière intermittente.

Ces niveaux sont portés à 38 et 43 dB(A) pour les autres locaux de réception.

En vue de l'obtention de ces résultats, l'Entreprise devra exécuter les réglages nécessaires au fonctionnement silencieux de l'appareil (notamment les réglages des guides, des butées des portes palières, etc...).

L'Entreprise devra, à sa charge, réaliser les essais acoustiques permettant de valider ces objectifs. Si tel n'était pas le cas, celle-ci devra réaliser les ajustements nécessaires jusqu'à l'obtention de ces objectifs, l'Entreprise ayant obligation de résultat.

2.1.2. CABINE

Vitesse nominale : 1 m/s, contrôle par variation de fréquence, ;

Course de la cabine ;

Nombre de niveaux desservis : niveaux (Sous-sol, RDC, R+1, R+2, R+3) ;

Cabine porte façade

Cabine : Stratifiée 4 faces ;

Plafond Lampes Led support Inox ;

Sol plastifié ;

Plinthes Inox ;

Barre d'appui 2 barres d'appui inox ;

Miroir clair mi-hauteur ;

Panneau de commande ;

Indicateur de direction et de position ;

Écran type LCD ;

Synthèse vocale BPF ;

Bouton de maintien d'ouverture porte ;

Boutons braille ;

Signalisation lumineuse et sonore de surcharge ;

Éclairage de secours en cas de coupure

de courant ;

Éclairage temporisé : LED
basse consommation ;
Évacuation d'urgence (ARD) ;
Téléalarme liées au service de veille ;
24h/24 GSM ;

Priorité cabine par contact à clé ;
Coupure automatique de l'éclairage cabine ;
Commande accès sous-sol à clé.
Dim de la cabine : suivant gaine et existant

Nota : le panneau de commande sera installé sur une des parois latérales de la cabine.
Hauteur maximale de pose 1,30 m, distance minimale : 0,40 m du coin en cabine.

Manœuvre

Le contrôleur de manœuvre devra être silencieux et installé à l'intérieur de la gaine.
Les commandes de secours et d'inspection devront être accessibles à partir du palier.

La manœuvre sera du type collective descente avec en cabine un bouton d'envoi par niveau desservi et un bouton d'appel à chaque palier.

Le mode de fonctionnement est le suivant :

À la montée : la pression sur un bouton palier provoquera la mise en route de la cabine vers le niveau d'appel, à moins que l'appareil ne soit déjà en fonctionnement.

À la descente : Après qu'un envoi cabine ait été enregistré, la cabine se rendra au niveau désiré avec interception possible à la descente (sauf si pleine charge).

Les envois cabine ont toujours priorité sur les appels paliers.

Le contrôleur de manœuvre devra être silencieux et installé à l'intérieur de la gaine. Les commandes de secours et d'inspection devront être accessibles à partir du palier.

Nota : l'accès au sous-sol ne sera possible que par commande à clé dans la cabine.

2.1.3. PORTES PALIÈRES

Dimensions : 0,80 m x 2,00 m de passage libre ;
Degré de résistance au feu : CF 1 h ;
Portes à ouverture et fermeture automatique, à deux vantaux à ouverture centrale, commandée en synchronisme avec les portes palières. .
Seuils métalliques en aluminium.

Panneau de signalisation :

Tableau de commande palière anti-vandalisme, comprenant :
Une boîte à boutons d'appel anti-vandale.

Tous les boutons resteront allumés aussi longtemps que l'ascenseur sera indisponible.

En appel cabine, les boutons d'appel sélectionnés clignoteront.

Des flèches lumineuses indiquant le sens de déplacement et la position de la cabine, complétées par une signalisation sonore d'arrivée de la cabine.

Un contact à clef interdisant la manœuvre de l'appareil.

Les indicateurs de sens et de position de la cabine seront situés sur le montant des portes palières.

Les encadrements des portes palières comprendront tous les habillages et calfeutrements nécessaires à une parfaite et complète finition. Finition inox au présent lot.

Les portes palières et cabine s'ouvriront automatiquement et seront maintenues ainsi pendant un temps prédéterminé suffisant afin de laisser le temps au chargement de l'appareil et d'effectuer son envoi avant que la cabine ne puisse être appelée par un appel palier.

Le niveau des portes palières sera supérieur de 3 mm à celui du niveau fini des paliers afin d'empêcher les eaux de lavage de s'écouler dans la gaine.

2.1.4. GAINES ET CUVETTE

Dimensions intérieures : suivant existant

Profondeur de la cuvette : suivant existant

Hauteur dispo sous dalle du dernier niveau : suivant existant

Au présent lot :

Interrupteur à flotteur en fosse interdisant l'envoi de la cabine au niveau le plus bas, lorsque la présence d'eau a été détectée ;

Échelons avec crosse escamotable pour l'accès à la cuvette ;

Bornes pour report d'alarme ;

Pompe vide cave au présent lot compris rejet d'EU ;

2.1.5. MACHINERIE

Appareillage et machine à installer en local machinerie existante en toiture du R+3.

Ventilation : La machinerie sera ventilée naturellement sur l'extérieur.

La section de l'orifice de ventilation haute de la gaine sera au minimum de 10 dm².

Sécurité : conforme aux règles imposées par les normes en vigueur et comprend toute sujétion afin de satisfaire à ces règles.

Trappe, échelle en cabine.

Éclairage

La prestation comprend tous les travaux électriques (éclairage, etc, ...) ;

La cabine sera équipée d'un éclairage par spots encastrés dans le faux-plafond ne présentant aucune saillie ;

Assurant 150 lux au sol minimum avec dispositif d'allumage automatique et temporisation à l'extinction ainsi que d'un éclairage de secours par blocs autonomes d'une autonomie de 1h30 ;

L'éclairage de la cabine sera asservi à un détecteur de présence ;

La cuvette sera équipée d'une PCL 2 x 10/16 A + T étanche protégée depuis l'armoire électrique ;

Toutes dispositions sont prises pour que les appareils et appareillages puissent fonctionner dans les conditions ambiantes correspondant à l'emplacement prévu de l'armoire dans laquelle ils sont installés. Ils sont montés et fixés de niveau et d'équerre et visiblement repérés et étiquetés à l'aide de plaquettes repères fixées mécaniquement.

Équipement électrique :

Le titulaire du présent lot doit la fourniture et pose du coffret DTU et son raccordement.

Les alimentations électriques sont réalisées par le lot électricité. Elles sont mises à disposition à proximité de l'emplacement prévu pour l'armoire de commande sur indication du présent lot. Il en est de même pour la paire téléphonique et les alimentations de renvoi d'alarme.

Les schémas unifilaires des armoires seront clairs, explicites et facilement lisibles. Ils comporteront un état détaillé des symboles utilisés et la nomenclature du matériel installé.

L'ensemble de ces documents au format A4 est disposé sous enveloppe plastique fixée sur la face arrière des portes frontales des armoires.

L'entreprise donnera à l'entreprise titulaire du lot électricité, les intensités nominales de démarrage et la puissance de ses appareils ainsi que la position de ses amenées d'énergie électrique, en phase de préparation de chantier.

Téléphone et platine de sécurité au présent lot.

2.2. CONTRAT D'ENTRETIEN

L'entreprise chargée des travaux exercera une garantie pendant les 12 mois qui suivront celui de la mise en service des ascenseurs contre tout vice, qu'elle qu'en soit la nature, apparent ou non.

Elle assurera l'entretien pendant cette période.

L'entreprise fournira avec son offre une proposition de contrat d'entretien annuel des installation d'ascenseur incluant les vérifications d'usages, réglementaires et de maintenance préventive.

ESSAIS-RECEPTION-GARANTIE

ESSAIS / RÉCEPTION / ENTRETIEN**Essais :**

Avant la réception et en cours de chantier, l'entrepreneur procédera à ses frais aux essais et mesures nécessaires au bon fonctionnement de son installation en convoquant à ses frais un organisme agréé en présence du maître de l'ouvrage et du concepteur. L'Entreprise devra également réaliser à sa charge les essais COPREC.

Nature des essais :

Essais acoustiques (3 mesures en fin de chantier) ;
Mesure de charge et de vitesse ;
Vérification du bon fonctionnement des cabines ;
Vérification des alignements et parallélisme des guides ;
Vérification de la précision d'arrêt ;
Vérification de la signalisation lumineuse et sonore ;
Vérification de la temporisation d'ouverture ;
Essais d'endurance (1 h à charge nominale) ;
Vérification des parasites éventuels ;
Continuité des prises de terre ;
Mesures d'isolement des différents circuits ;
Contrôle de fonctionnement des différents organes de protection des circuits ;
Essais généraux de fonctionnement d'installations ;
L'entrepreneur remettra un procès-verbal détaillé des résultats obtenus ;

Réception

Lorsque les essais auront donné des résultats satisfaisants et lorsque les réserves formulées lors des vérifications pourront être levées, la réception de l'installation sera prononcée.

La réception est subordonnée à la remise des documents suivants :
plans de récolement et schémas électriques, notices d'exploitation et d'entretien.

Garantie

L'entreprise chargée des travaux exercera une **garantie pendant les 12 mois** qui suivront celui de la mise en service définitive (après réception de l'ouvrage) contre tout vice, quelle qu'en soit la nature, apparent ou non.

1.10. DOCUMENTS A FOURNIR**1/ Avant le commencement des travaux**

L'Entreprise devra remettre à l'approbation du Maître d'Œuvre,

Dans les 15 jours suivants l'Ordre de Service de démarrage des travaux, les documents suivants :

L'indication des charges et réservations ;
Les plans de fabrication et détails d'exécution ;
Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes des matériels et matériaux et les divers agréments ;

Dans le mois suivants l'Ordre de Service de démarrage des travaux, les documents suivants :

Les échantillons ;
Le planning de commandes et d'approvisionnement ;
Les cahiers des charges des procédés non standards ;
La copie de la déclaration CE de conformité ;

2/ Avant la réception des travaux

L'Entreprise devra fournir un Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant :

Les plans de fabrication et détails d'exécution,
Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes des matériels et matériaux,
Le manuel d'instruction conformément à la Directive Ascenseur 95/16/CE.
Les carnets récapitulant les résultats des essais effectués,
La liste des pièces de rechange et matériel consommable,
Les adresses des fournisseurs, numéros de téléphone.

Ces documents sont à fournir en 2 exemplaires papiers + 2 versions sur clés USB (tous ces éléments feront partie de la composition du DIUO).

ANNEXES

- **Le CCTP du lot 01 GO Etendu ;**
- **Le CCTP du lot 02 Fluides ;**
- **des autres corps d'état ;**
- **Les DPGF**
- **Les plans existants avant travaux (sous-sol, RDC, R+1, R+2, R+3) ;**
- **Les plans futurs après travaux (sous-sol, RDC, R+1, R+2, R+3) ;**
- **Les plans de l'AT ;**
- **Cahier de détail menuiseries ;**
- **Cahier de détail toitures terrasses ;**
- **PIC installation de chantier ;**
- **Le diagnostic amiante avant travaux ;**
- **Le RICT ;**
- **Le PGC ;**
- **Les planches photographiques ;**

Nota : s'agissant de bâtiments existants, les plans sont fournis à titre indicatif, les cotations et quantités doivent être reprises sur place sous la responsabilité de l'entrepreneur.

ATTESTATION DE VISITE.

Lot 03 Ascenseur.

Objet : Visite des locaux et installations existantes compris moyens d'accès et d'évacuations.

Opération : réhabilitation du GCS-IFSI-IFAS de BERCK/MER

Je soussigné Monsieur ou Madame.....

Représentant la société.....

Pour les prestations du lot

Atteste, avoir visité et pris connaissance des accès, des installations, des moyens d'approvisionnement, et d'évacuation des personnes et des déchets et gravats ainsi que de l'importance des travaux sur site.

Le :à

VISA DU REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE

SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE

ATTESTATION A FOURNIR EN FIN DE CHANTIER AVEC LE DOE.

Société.....

Adresse.....

FICHE CEE CONCERNÉE

Je soussigné, entreprise.....,

- atteste sur l'honneur fournir exclusivement au GCS de BERCK/MER l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie :
 - documents prouvant la réalisation effective de l'opération DOE ;
 - fiche technique, certificat ACERMI ou CSTB conformément à la fiche standardisée réglementaire ;
 - Quantitatif (.....m²,unités) ;
- atteste sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées sur les caractéristiques techniques relatives à l'opération d'économies d'énergie réalisée et avoir respecté les conditions de sa réalisation, conformément aux critères énoncés dans la fiche d'opération standardisée.
- atteste être informé d'un éventuel contact ultérieur par les services du ministère chargé de l'énergie dans le cadre d'un contrôle concernant la nature des travaux et la réalisation effective de ceux-ci,
- m'engage à ne pas signer de document similaire avec un autre acteur dans le cadre de ce dispositif.

Fait à , le

Le responsable (1)

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé "

PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.

MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom

Représenté par

Fonction

Surveillant
des travaux

Fonction

CONSIGNES PARTICULIÈRES

résultant du type d'exploitation de l'établissement

Document(s) joints(s):

☐ Autres :

☐ Consignes de
sécurité incendie

☐ Plan d'évacuation
incendie

à préciser

ENTREPRISE INTERVENANTE

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Raison sociale

Adresse

Tél.

Fax

Email

Représentée par

INTERVENTION

Localisation des travaux

Début des travaux

Fin des travaux

date

heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :



SYNTHESE DU SOGED

Schéma d'organisation et de gestion des déchets

- Objectifs

- Décrire l'organisation technique de la gestion des déchets du chantier ;
- Anticiper les contraintes de gestion : espaces de stockage, filières de traitement, etc...
- Format du document
- Spécifique à un chantier
- Évolutif durant le chantier (mise à jour, si besoin)
- Fonctionnel

À quel moment compléter le SOGED ?

- En phase de préparation du chantier
- MOA/MOE (maître d'ouvrage et maître d'œuvre) doivent y faire référence dans le CCAP et le CCTP

Qui complète le SOGED ?

- Les entreprises en concertation avec le MOE/MOA
- Guide des déchets du BTP
- Annuaire des installations de traitement des déchets
- À noter : le SOGED traite uniquement de la thématique environnementale « déchets ».
- Il est possible d'élaborer une note environnementale qui englobe plusieurs volets environnementaux : déchets, pollution, gestion des eaux, nuisances du voisinage, etc....

1. Interlocuteur(s)



-

- **Entreprise**
- **Nom**
- **Prénom**
- **Fonction**
- **Tél.**
- **Email**

-

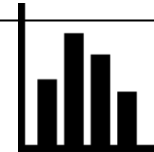
-

-

-

- **Entreprise**
- **Nom**
- **Prénom**
- **Fonction**
- **Tél.**
- **Email**

2. Suivi des déchets



Le suivi des déchets jusqu'au traitement final garantit la gestion des déchets conformément à la réglementation.

Les entreprises transmettent mensuellement aux MOA/MOE les justificatifs de traitement des déchets :

- **BSD** (bordereaux de suivi des déchets) pour les déchets réglementés et à risques ;
- **Factures** des prestataires de collecte et traitement ;
- **Bons de pesées** ;
- Bons de réception et **bons de destruction** des déchets dangereux ;
- Etc.....

3. Gestion des déchets du chantier



DÉCHETS DANGEREUX

Types de déchets	Mode de stockage Sur le chantier*	Prestataire de collecte	Prestataire et type de traitement
<input type="checkbox"/> Déchets de peinture (pots, outils...)			
<input type="checkbox"/> Bombes aérosols			
<input type="checkbox"/> Solvants, produits chimiques de traitement, cartouches de produits toxiques			
<input type="checkbox"/> Chiffons souillés			
<input type="checkbox"/> Emballages souillés			
<input type="checkbox"/> Terre polluée			
<input type="checkbox"/> Produits goudronnés			
<input type="checkbox"/> Kits antipollution souillés			
<input type="checkbox"/> Batteries, accumulateurs			
<input type="checkbox"/> Huiles usagées			
<input type="checkbox"/> Amiante			
<input type="checkbox"/> Autres			

*Les déchets dangereux doivent être stockés à l'abri de la pluie.

** Exemples d'emballages souillés : pots émulsion de bitume, pots de colle, cartouches de mousse polyuréthane...

4- DÉCHETS INERTES



Types de déchets	Mode de stockage Sur le chantier	Prestataire de collecte	Prestataire et type De traitement*
<input type="checkbox"/> Béton non ferrailé, gravats, parpaings			
<input type="checkbox"/> Céramique, carrelage			
<input type="checkbox"/> Terre, pierre, cailloux			
<input type="checkbox"/> Tuiles, briques			
<input type="checkbox"/> Fraisât d'enrobés			
<input type="checkbox"/> Verre			
<input type="checkbox"/> Autres			

5- DÉCHETS NON DANGEREUX



Types de déchets	Mode de stockage Sur le chantier	Prestataire de collecte	Prestataire et type de traitement
<input type="checkbox"/> Emballages papier carton			
<input type="checkbox"/> Emballages plastique			
<input type="checkbox"/> Polystyrène			
<input type="checkbox"/> Chutes de PVC			
<input type="checkbox"/> Déchets verts			
<input type="checkbox"/> Bois			
<input type="checkbox"/> Métaux			
<input type="checkbox"/> Matériaux à base de plâtre			
<input type="checkbox"/> Déchets de repas			
<input type="checkbox"/> Pneus usagés			
<input type="checkbox"/> Autres			

7- Plans d'installation de chantier



Réaliser 1 à 4 plans d'installation de chantier afin d'identifier le positionnement des ouvrages en fonction de l'avancée du chantier.

Ces plans doivent être affichés sur le chantier

Plan 1 Phase préparatoire	Plan 2 Phase entreprise générale
Plan 3 Phase réception	Plan 4 Phase fin de chantier et replis

Indiquer le positionnement

- Zone de tri principale + volume des bennes et bacs
- Stockages secondaires (si nécessaire)
- Bassin laitance béton

